Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Février 2020

POLOGNE 1
HONGRIE 10
REPUBLIQUE TCHEQUE 13
SLOVAQUIE 15
LETTONIE 16
LITUANIE 17
ESTONIE 20

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,3 PLN

Nominations

- Wojciech Dabrowski a été élu nouveau président de PGE. A partir de novembre 2017, il était président du conseil d'administration de PGE Energia Ciepła S.A. (suite à la reprise de la société EDF Polska par le Groupe PGE, EDF Polska a changé son nom pour PGE Energia Ciepła) où il a remplacé Thierry Doucerain).
- Le vice-ministre Zbigniew Gryglas a été nommé plénipotentiaire chargé du développement de l'éolien off-shore. Depuis décembre 2019, Gryglas est sous-secrétaire d'Etat dans le Ministère des actifs publics.
- Le 5 mars Piotr Woś a été officiellement nommé Ministre de l'environnement.

Financement

- Les Etats Unis vont proposer aux pays des Trois Mers jusqu'à 1 Md$ pour des investissements énergétiques.
- La banque mBank a augmenté la limite de financement des projets ENR passant de 1 Md PLN (232 M€) à 2 Md PLN (465 M€).

Climat/Environnement

- Le Ministère du Climat prépare la Stratégie Polonaise sur l'Hydrogène. Son objectif est, entre autres, de faciliter la levée de fonds pour des solutions technologiques modernes dans le cadre de la nouvelle enveloppe européenne.
- Ireneusz Zyska, Secrétaire d'Etat au climat et plénipotentiaire du gouvernement chargé des ENR a informé que dans les jours à venir le ministère du climat présenterait une nouvelle politique climatique. Elle prendra en compte la priorité au développement des ENR en lien avec la question de production et d'utilisation de l'hydrogène.
- Selon une enquête d'opinion réalisée au début du mois de janvier par le journal *Dziennik Gazeta Prawna*, 64% des personnes interrogées considèrent que la Pologne doit renoncer au charbon afin de diminuer les émissions de CO_2 ; 59% des personnes interrogées seraient prêtes à payer plus cher les prix d'électricité pour réduire les émissions.

Qualité de l'air

- Piotr Woźny, président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) et plénipotentiaire du gouvernement chargé du Programme 'Air Pur' (*Czyste Powietrze*), a annoncé les changements dans le Programme visant à le rendre plus efficace : 1. la simplification de la

procédure relative aux demandes de cofinancement, 2. la possibilité de faire les demandes en ligne. Pour rappel, actuellement, seulement seize bureaux régionaux du Fonds National de la Protection de l'Eau et de la Gestion de l'Eau (N*FOŚiGW*) accueillent et valident les demandes de cofinancement. En conséquence, jusqu'à présent seuls 35 000 contrats de financement ont été signés sur plus de 80 000 demandes pour un montant de 1, 8 Md PLN (0,4 Md€) déposées ; 8 200 bénéficiaires ont reçu le cofinancement pour un montant total de 91 M PLN (21,2 M€). La Banque mondiale estime à 400 000 le nombre de contrats de modernisation des installations qui devraient être signés chaque année avec les bénéficiaires des subventions pour que l'argent puisse être transféré plus rapidement pour changer les systèmes de chauffage polluants. Le Programme 'Air Pur' dispose d'un budget de 103 Md PLN (24 Md€) pour dix ans et vise à améliorer la modernisation thermique des maisons individuelles et à changer leur mode de chauffage. Pour rappel, la qualité de l'air est un enjeu majeur en Pologne où la pollution de l'air est à l'origine de 40 000 décès prématurés chaque année.

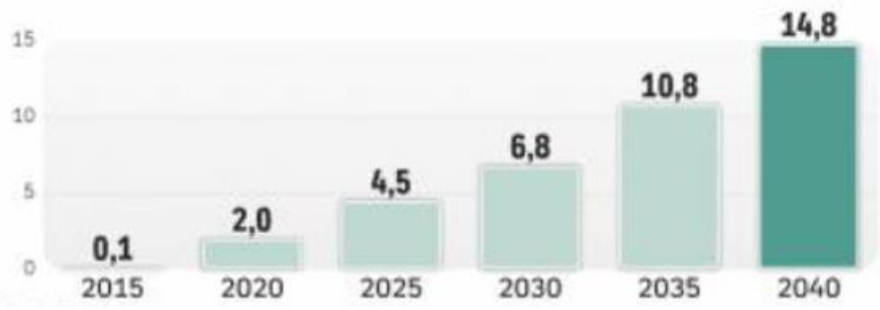
Déchets

- Selon les données de l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement en 2019, la Pologne a importé 405 000 t de déchets. Quant à la provenance des déchets, l'Allemagne figure en première place depuis quelques années en notant une hausse successive du nombre de déchets (38, 64% en 2017, 57, 64% en 2018 et 67, 81% en 2019). Les déchets sont importés aussi de Suède, du Royaume-Uni, d'Italie, d'Autriche et du Danemark.

Année	Importation des déchets en Pologne en milliers de tonnes
2019	405,0
2018	434,4
2017	377,7
2016	256,0
2015	154,0

ENR

- Selon les données de PSE, opérateur du système électrique national, le 1er février 2020, la puissance installée des sources photovoltaïques dans le Système National Electroénergétique s'élevait à 1472,5 MW, soit une augmentation de 13,3 % par rapport à janvier 2020 et de 180,2 % par rapport à février 2019. Environ 62 % de la puissance photovoltaïque provient de micro-installations de prosomateurs (avec une puissance allant jusqu'à 50 kW). Selon les estimations de l'Institut des Energies Renouvelables, la valeur des investissements photovoltaïques réalisés en Pologne en 2019 s'élevait à environ 2,6 Md PLN (604 M€) et le chiffre d'affaires total sur le marché d'énergie photovoltaïque (la valeur des investissements et la valeur d'énergie) ont pu dépasser 3 Md PLN (697 M€). Grâce à la construction de nombreuses installations photovoltaïques, la Pologne s'est placée en 2019 parmi les cinq pays de l'UE enregistrant la plus grande croissance de puissance des centrales photovoltaïques (après l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France). Selon les estimations, grâce aux enchères ENR menées en décembre 2019, 900 MW additionnels de puissance solaire pourront être installés. D'après les experts de l'Institut des Energie Renouvelables, le potentiel photovoltaïque en Pologne est au moins 100 fois plus grand qu'actuellement utilisé. La prévision présentée dans le projet de la Politique Energétique de la Pologne à l'horizon 2040 prévoit que la part d'énergie photovoltaïque dans la production d'énergie électrique en 2040 s'élèvera à 7%.
  Le graphique ci-dessous montre les prévisions de la production d'énergie électrique dans les centrales photovoltaïques en TWh selon la Politique Energétique de la Pologne à l'horizon 2040 :



Sources : PEP2040, Rzeczpospolita

- Le 1er mars, commencera la sélection des applications dans le cadre du programme « Toits de soleil » (*Słoneczne dachy*). L'objectif du programme, dont la valeur s'élève à 100 M PLN (23,2 M€), est la modernisation énergétique des bâtiments de logement collectifs. Dans le cadre du programme, les

coopératives de logement ou les communautés de logement peuvent prendre un crédit préférentiel pour les travaux de modernisation thermique et pour les installations photovoltaïques d'une puissance allant jusqu'à 50 kW.

- Selon les données de PSE, au 1er février 2020, la puissance installée des sources éoliennes s'élevait à 6007 MW.
- Plus de 50 observations ont été déposées dans le cadre des consultations publiques du projet de la loi sur la promotion de la production d'énergie électrique dans les fermes éoliennes off-shore. Selon, Ireneusz Zyska, plénipotentiaire du gouvernement chargé des ENR, la loi devrait entrer en vigueur d'ici mi-2020. D'après Zyska, la puissance que la Pologne peut réellement atteindre dans l'éolien off-shore s'élève à environ 10 GW.
- L'Association Polonaise d'Energie Eolienne et l'Association Polonaise d'Energie Eolienne off-shore comptent encourager le Gouvernement à signer un « contrat sectoriel » entre le secteur d'énergie éolienne off-shore et le gouvernement pour appuyer le développement des énergies éoliennes off-shore à l'instar du « Sector Deal » britannique signé en mars 2019. Les Associations proposent entre autres qu'environ 60 % de la valeur des investissements éoliens sur la mer Baltique soient confiés à des fournisseurs polonais.
- Selon les estimations de PKP Energetyka, à l'horizon de 10 ans, 85% de l'énergie de traction proviendra des ENR. L'électricité va être produite entre autres dans les fermes éoliennes et photovoltaïques qui vont être construites près des voies ferrées et d'autres infrastructures ferroviaires. La transition vers les ENR génèrerait des investissements d'une valeur de 6-10 Md PLN (1,4-2,3 Md€). Selon Lech Holda, membre du conseil d'administration de PKP Energetyka, les premières fermes photovoltaïques peuvent été construites encore cette année.

Efficacité énergétique

- Selon l'article dans le journal Rzeczpospolita, en raison de changements de conditions techniques relatives à l'efficacité énergétique entrant en vigueur en 2021 et qui augmenteraient les coûts de construction de 5 à 7%, on peut s'attendre à un record de demandes de permis de construire. En effet, tous les bâtiments conçus en 2021 devront être conformes à des nouvelles normes d'efficacité énergétique pour viser une consommation d'énergie quasi nulle dans les nouveaux biens immobiliers. Entre autres, les nouvelles régulations limitent le besoin maximal annuel admissible d'un bâtiment de logement en énergie primaire non-renouvelable pour le chauffage, la ventilation, le refroidissement ou le chauffage d'eau. Selon les experts cités par Rzeczpospolita, il sera nécessaire d'investir dans les sources d'énergie renouvelables pour atteindre l'indice annuel exigé. L'ouverture de la procédure d'obtention du permis de construire cette année garantit de pouvoir construire selon les réglementations précédentes.
- Le président a signé la réforme de la loi sur le soutien aux travaux de modernisation thermique et de rénovation dont l'objectif est d'améliorer les conditions de logement des habitants, l'état technique de l'infrastructure de logement et augmenter ainsi l'efficacité énergétique.

Energie

Nucléaire

- Dans le cadre du dialogue stratégique polono-américain sur l'énergie, Michal Kurtyka, ministre du climat et Piotr Naimski, plénipotentiaire du gouvernement pour l'infrastructure énergétique stratégique ont rencontré fin février à Washington le ministre américain de l'énergie. Après la rencontre Piotr Naimski a dit que la Pologne allait exploiter 6 à 9 GW dans le secteur nucléaire en 2040-2045 et qu'un partenaire pour ce programme allait être bientôt formellement invité et choisi. Le programme nucléaire polonais comporterait de grands réacteurs, d'une puissance de 1000 MW et plus au nombre de six. Ils seraient construits en trois phases pendant 20 ans. « C'est un grand programme visant 20 % de l'énergie produite de façon stable et sûre dans les centrales nucléaire pendant les 60 prochaines années. » selon Naimski. Michal Kurtyka a déclaré que la Pologne voulait que l'énergie nucléaire soit un composant important du mix énergétique et qu'elle était intéressées par l'approfondissement de la coopération bilatérale dans ce domaine entre la Pologne et les Etats Unis.

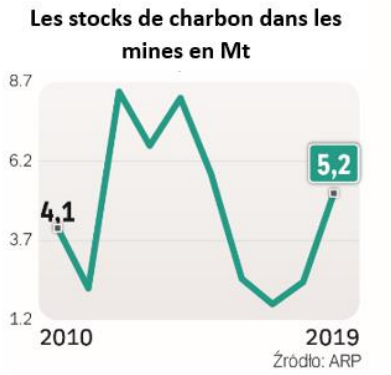
Charbon

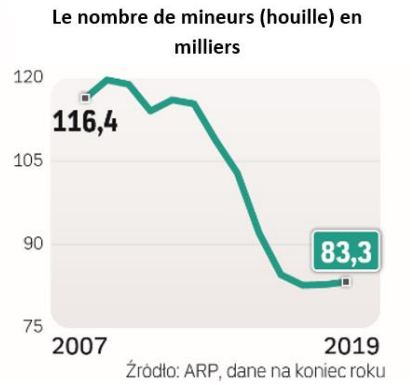
- En 2019, la consommation de charbon dans le secteur électro-énergétique s'élevait à 36,1 Mt, soit 7 % de moins par rapport à l'année précédente.
  Le graphique ci-dessous présente la consommation de charbon dans le secteur électro-énergétique entre 1990 et 2019 en Mt :

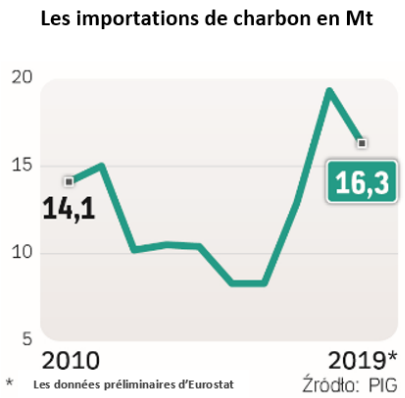
Source : Wysokie Napiecie, ARE

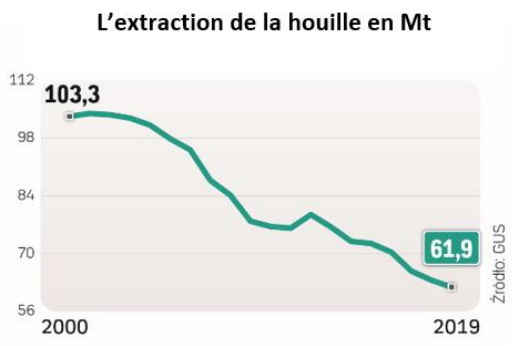
- En janvier, les stocks de charbon ont augmenté de 1,1 Mt. Ainsi, à la fin janvier, les stocks s'élevaient à 6,3 Mt.
- Suite à la politique climatique européenne et le compétitive croissante des ENR, la société énergétique Tauron a été contrainte de dévaluer de plus de 900 M PLN (209 M€) la valeur de ses actifs liés à l'extraction et à la combustion de charbon. Après les trois trimestres 2019, le segment de l'extraction de Tauron a enregistré une perte opérationnelle de 676 M PLN. D'autres sociétés énergétiques, PGE, Enea et Energa ont dû également diminuer la valeur de leurs parts dans le Groupe Minier Polonais (Polska Grupa Górnicza, PGG).
- Le ministère des actifs publics a soutenu l'attribution de la concession pour l'extraction du lignite à Złoczewo (région de Łódź). Selon l'opposition, la décision d'exploitation de la mine provoquera un dommage environnemental et l'expulsion des habitants. En avril 2019, le Ministère de l'environnement, a lancé la procédure d'octroi de concession pour l'exploitation du gisement de lignite Złoczew à la demande du groupe PGE. L'exploitation de ce gisement est nécessaire pour prolonger le fonctionnement de la centrale électrique de Bełchatów. Les gisements exploités actuellement s'épuiseront en 2028 (Bełchatów) et en 2037 (Szczerców). Pour l'octroi de la concession, une décision environnementale est indispensable. Le directeur général de la Protection de l'Environnement a reporté jusqu'au 29 mai 2020 la décision relative au recours introduit par l'organisation Greenpeace contre la décision environnementale du Directeur Régional de la Protection de l'Environnement à Łódź du 28 mars 2018.
- Suite à la décision d'Enea et d'Energa de suspendre le financement d'Ostrołeka C, il a été demandé à GE d'arrêter les travaux.
- Le conseil d'administration du Groupe Minier Polonais (Polska Grupa Górnicza, PGG) et les syndicats unis de PGG se sont mis d'accord sur les questions salariales grâce à l'intervention du ministre des actifs publics, Jacek Sasin. Les salariés vont obtenir une augmentation de 6% à partir du janvier 2020. Les négociations suivantes auront lieu en septembre. Suite aux augmentations, le salaire moyen mensuel brut s'élèvera à 7829,61 PLN (1820,8 €). En 2019, PGG n'a dégagé un bénéfice que de 86 M PLN (20 M€) mais suite à la dévaluation de ses actifs, le groupe a clôturé l'année précédente avec une perte comptable de plus de 400 M PLN (93 M€). Grâce à cet accord, les syndicats ont annulé la manifestation prévue le 28 février à Varsovie. Le conseil d'administration de Lubelski Węgiel Bogdanka et les syndicats de la société se sont également accordés sur les augmentations de 6 % à partir du 1er mars 2020. L'accord prévoit une prime à titre de récompense en l'absence d'augmentations en janvier et février 2020. Les syndicats de Jastrzębska Spółka Węglowa ont aussi déposé la demande de négociations salariales.

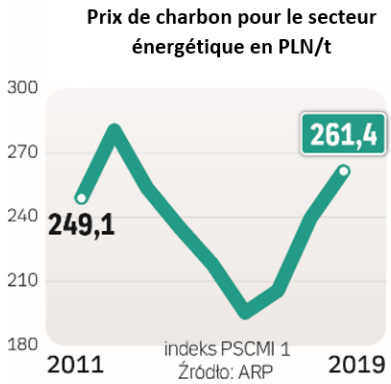
  Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution de la situation du secteur minier au cours des dernières années:











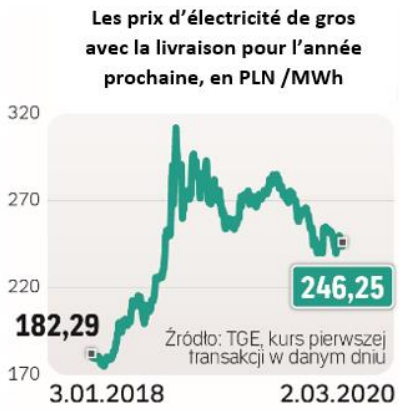
Sources : Rzeczpospolita, ARP, PIG, Eurostat, GUS

Électricité/Chaleur

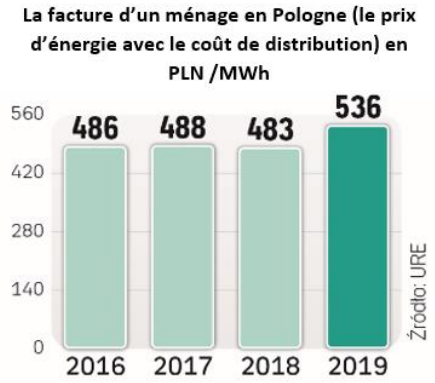
- Selon le projet de loi de compensation de l'augmentation des prix de l'énergie en 2020 présenté le 24 février, 15,1 M de ménages vont être concernés. Les coûts maximaux du programme s'élèveront à 2,432 Md PLN (565 M€). Ce financement proviendra de la vente de 25 M de droits d'émission de CO_2. Les droits aux compensations seront accordés aux personnes situées dans la première tranche du barème de l'impôt (dont le revenu annuel ne dépasse pas 85 528 PLN, 19 890 €). Elles seront divisées en quatre groupes, en fonction du niveau de consommation :
  - Entre 63 kWh et 500 kWh par ans : 34,08 PLN (7,9 €)
  - Entre 500 et 1200 kWh : 82,8 PLN (19,2 €)
  - Entre 1200 et 2800 kWh : 190,86 PLN (44,3 €)
  - Plus de 2800 kWh : 306,75 PLN (71,33 €)

  Selon les estimations, la consommation moyenne d'énergie dans un ménage s'élève à 1700-2500 kWh. Les compensations seront prises en compte sur les factures émises après le 15 mars 2021. Pour la remise sur la facture, les fournisseurs d'électricité seront remboursés du Fonds de Paiement de la Différence de Prix (Fundusz Wypłaty Różnicy Ceny) après avoir déposé la demande nécessaire jusqu'au 30 septembre 2021.
- Selon les informations de Rzeczpospolita, les quatre principales sociétés énergétiques, PGE, Enea, Energa et Tauron ont déposé les demandes de changement des tarifs auprès de l'Office de Régulation de l'Energie (URE). Les tarifs actuels de PGE et Enea ont été validés jusqu'à fin mars 2020 et ceux de Energa et Tauron, jusqu'à fin 2020. Après la validation des tarifs en vigueur, les quatre sociétés ont dû

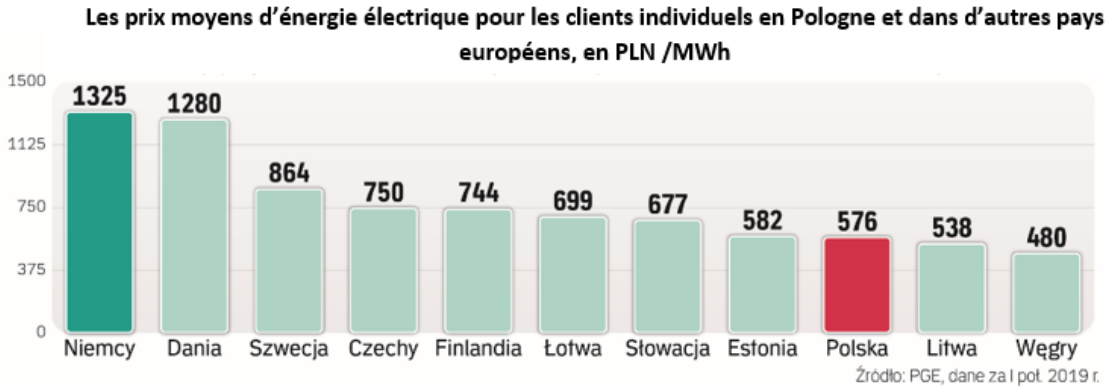
constituer des réserves au titre des pertes attendues dans le segment de la vente. Tauron les a estimées provisoirement à 230-280 M PLN (53-65 M€), PGE à 220-260 M PLN (51-60 M€), Energa à 125 M PLN (29 M€) et Enea à 70-147 M PLN (16-34 M€).
Les graphiques ci-dessous présentent quelques chiffres relatifs aux prix d'énergie électrique :



Sources : TGE, Rzeczpospolita

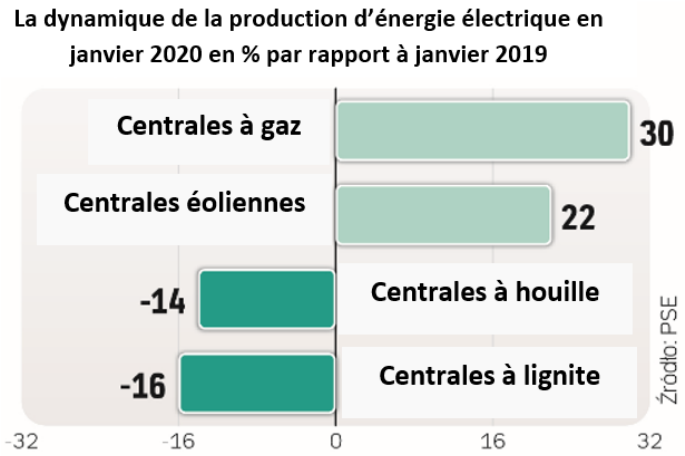


Sources : URE , Rzeczpospolita



Sources : PGE, donné du premier semestre 2019, Rzeczpospolita

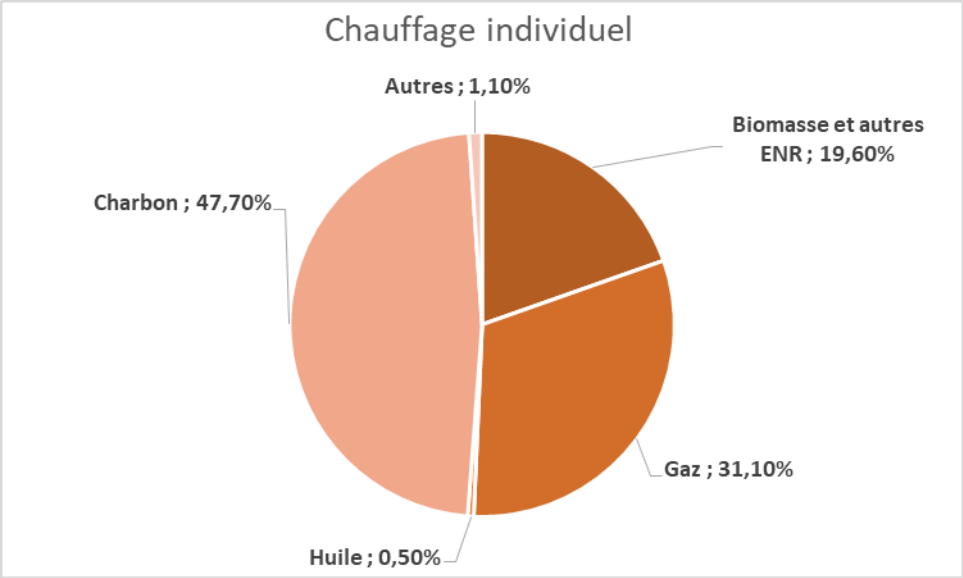
- Le graphique ci-dessous présente la dynamique de la production d'énergie électrique en janvier 2020 par rapport à janvier 2019 en fonction de sources:

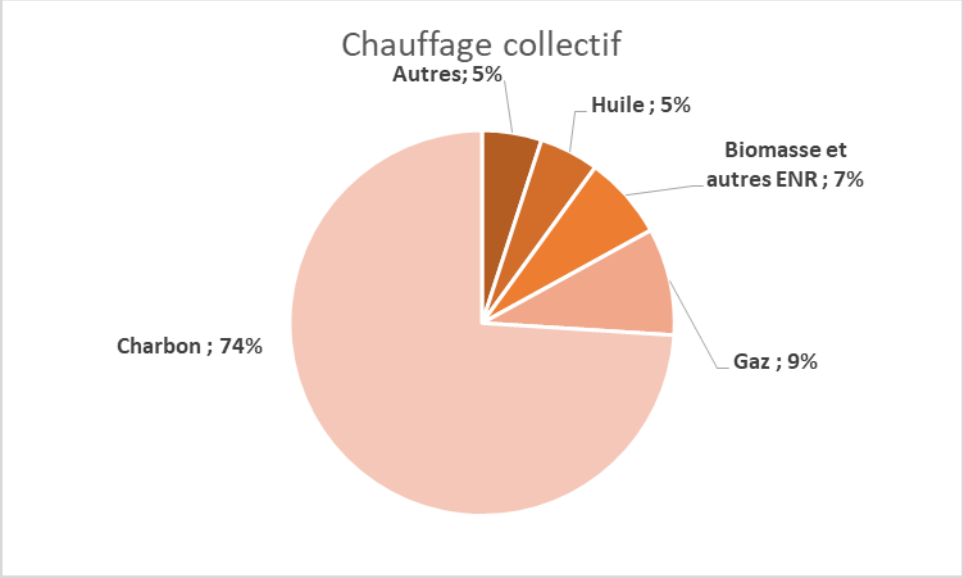


Sources : Rzeczpospolita, PSE

- Le 4 mars, a eu lieu la première synchronisation avec le Réseau National Electro-énergétique de la turbine à cycle combiné de la centrale de cogénération Stalowa Wola, d'une puissance d'environ 450 MWe. Initialement, l'investissement commun de Tauron et PGNiG aurait dû être terminé fin 2015.
- Selon le rapport sur le secteur de chauffage (« Czas na cieplownictwo ») publié récemment par l'Institut Economique Polonais, plus de 550 Md PLN (127 Md€) sont nécessaires à l'horizon 2030 pour la transformation du secteur de chauffage, dont 456,5 Md PLN (106 Md€) pour la modernisation thermique

des bâtiments utilisant le chauffage collectif, 57 Md PLN (13 Md€) pour le changement des sources de chaleur dans les centrales thermiques et les centrales de cogénération, 14 Md PLN (3,25 Md€) pour l'extension des réseaux de chauffage, 169 Md PLN (39,3 Md€) pour la modernisation thermique des bâtiments utilisant le chauffage individuel et 235 Md PLN (54,6 Md€) pour le changement de sources de chaleur dans les bâtiments utilisant le chauffage individuel. Il est à noter qu'à l'échelle de toute l'Union Européenne, les ménages polonais utilisent 87 % du charbon utilisé pour le chauffage, soit environ 12 Mt. Tout le secteur de chauffage consomme annuellement 26 Mt de charbon, soit seulement 5 Mt moins que le secteur électro-énergétique et émet 68 Mt de CO2, soit 22 % des émissions nationales.
Les graphiques ci-dessous présentent la structure de la consommation des combustibles dans le chauffage individuel et collectif (donnés provenant du rapport):





Électromobilité

- En avril, la société Hop.City va mettre à disposition à Varsovie, Wroclaw et Tricité les premières machines distribuant les batteries pour les véhicules électriques (bateriomaty). Le président de Hop.City informe qu'en 2020 la société envisage de mettre en marche 200 à 300 machines. Selon les projets, à l'horizon de trois ans, le réseau des machines constituerait la moitié des stations-service traditionnelles dans les plus grandes villes polonaises.
- Le 6 février, la société Ekoenergetyka a ouvert la première station Ekoen, destinée uniquement aux voitures électriques. Elle comprend cinq bornes de recharge, un Ecocafé et un espace de détente pour les conducteurs. La puissance totale de l'infrastructure installée s'élève à 400 kW.
- Jusqu'à août 2020, la société GreenWay Polska mettra à disposition à Katowice dix nouvelles stations de recharge disposant de 20 bornes de recharge. Chaque station aura une puissance allant jusqu'à 22 kW.
- PGE Nowa Energia va installer des bornes de recharges pour les voitures électriques auprès de concessionnaires de voitures faisant partie de Volkswagen Group Polska. Conformément à l'accord,

300 bornes de recharges vont être mises à disposition pendant les deux prochaines années. Selon les déclarations de PGE, toutes les bornes vont être alimentées par les ENR.

- Le 3 mars, MPK Poznań (la société qui fournit les services de transport et gère la flotte de bus et de tramways à Poznań) a lancé un appel d'offres pour la conception et l'installation de l'infrastructure de recharge pour les bus électriques. Il s'agit de 22 bornes de recharge comportant chacune deux points de charge.

Gaz et pétrole

- La société polonaise Chemet, fabricant de récipients GPL a acheté son concurrent français Altifort GLI. La valeur de la transaction a dépassé 3 M€.
- L'administration norvégienne a donné son accord à PGNiG pour l'extraction du pétrole et du gaz du gisement Skogul en Norvège.
- Enea Wytwarzanie et Gaz-System ont signé un accord sur la connexion de la centrale électrique Kozienice au réseau de transport de Gaz System, prévu pour 2023.
- En plus des acquisitions envisagées d'Energa, Lotos et Ruch, la société PKN Orlen planifie cette année des investissements record à hauteur de 7,7 Md PLN (1,79 Md€). Entre autres, il s'agit de nouvelles stations-service, de la construction de 50 bornes de recharge pour les voitures électriques ainsi que de la construction d'une installation de biogaz et l'extension de 50% de l'installation de production des engrais de la société Anwil, appartenant au Groupe Orlen. Le bénéfice net de PKN Orlen en 2019 s'élevait à 4,5 Md PLN (1,04 Md€) soit plus de 1,1 Md PLN (255 M€) de moins qu'en 2018.
- Gaz-System et Kogeneracja ont signé le contrat de connexion au réseau de gaz de la nouvelle centrale de cogénération Nowa Czechnica qui remplacera la centrale de cogénération existante à charbon, appartenant à Kogeneracja. Selon le contrat, 4,7 km de gazoduc d'un diamètre de 500 mm et 6,5 km de gazoduc d'un diamètre de 300 mm avec la fibre optique vont être construits, ainsi qu'une station de gaz. Le projet va utiliser le gaz livré via le Terminal GNL et le gazoduc Baltic Pipe. La mise en marche de la turbine est prévue pour août 2023.
- Selon l'article de Puls Biznesu, le contrat pour le transport du gaz depuis le terminal GNL, sera confié le plus probablement à un armateur étranger et non à Polska Zegluga Morska (PZM), armateur polonais public. Selon le commentaire du Ministère de l'économie maritime et du transport fluvial, gestionnaire de PZM, la société aurait déposé une offre auprès du groupe gazier PGNiG qui a été rejetée. Selon PGNiG, PZM n'aurait pas déposé une offre valable.
- La société Gaz-System, opérateur de réseaux de transport de gaz, a reçu tous les permis de construire pour le gazoduc Goleniów-Lwówek qui constitue l'élément clé de la partie terrestre du projet Baltic Pipe. La carte ci-dessous montre le trajet du gazoduc:

Sources : Gaz-System, wnp.pl

Matières premières

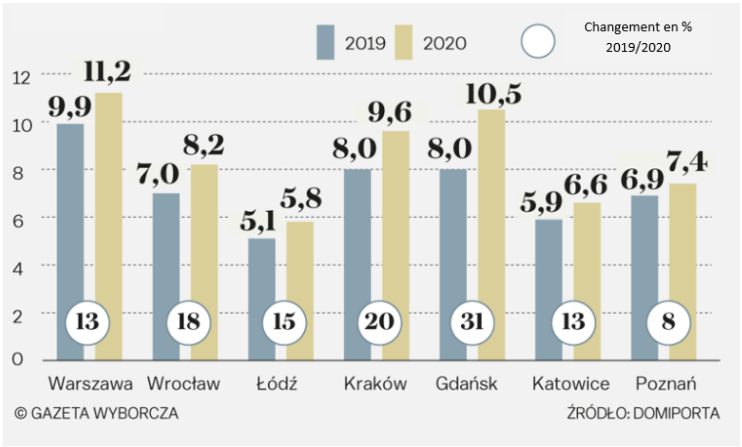
- En février, la filiale de la société canadienne Miedzi Copper a confirmé la découverte en Pologne de 11 Mt de cuivre et 36 000 t d'argent. Miedzi Copper a rendu publique la volonté de les extraire. La société estime que la construction de la mine, d'une valeur de plus de 13 Md PLN (3,02 Md€) commencera en 2023 et créera 8600 emplois. D'après un analyste cité par Rzeczpospolita, il est difficile d'estimer les délais d'obtention de la concession. Selon l'article, si l'extraction s'avère rentable, la société KGHM, concurrent de Miedzi Copper pour les permis de recherche, pourrait acheter la concession. Pour une entité polonaise, qui dispose de l'infrastructure nécessaire, la mise en marche de l'exploitation pourrait s'avérer beaucoup plus facile que pour un investisseur étranger.

Infrastructures de transport

- Jusqu'au 25 février, 2000 d'observations ont été déposées dans le cadre des consultations publiques du projet CPK.
- La société Mirbud a gagné l'appel d'offres pour la construction du terminal aérien à Radom d'une surface de 30 000 m^2. Le terminal disposera de 30 comptoirs d'enregistrement, dix points de contrôle de sécurité, huit points de contrôle de passeports dans le hall d'arrivée et huit dans le hall de départ, dix portes d'embarquement et trois tapis roulants à bagages. Le terminal pourra desservir 3 M passagers par an. Dans l'avenir, en cas de besoin, sa capacité pourrait passer à 9 M de passagers. La valeur du contrat s'élèvera à 280,5 M PLN (65,2 M€).
- En janvier, 22 000 m^2 de nouvelle surface ont été mis à disposition sur l'aire de stationnement 3 (cargo) de l'Aéroport de Katowice. Ainsi s'est terminée la deuxième étape d'extension de l'aire cargo. Sur la nouvelle partie, on compte quatre places de stationnement pour les avions de dimensions d'Airbus A320/Boeing737 (code C). Actuellement, l'aéroport dispose de 36 places de stationnement pour les avions du code C. En janvier, ont également commencé les travaux de construction d'une aire de stationnement pour neuf avions d'une valeur de 61,2 M PLN (14,2 M€). Au total l'aéroport disposerait ainsi de 45 places de stationnement d'aéronefs.
- Dans le cadre du programme des investissements ferroviaires, en 2019, 1875 km de voies ferrées, 1200 km de caténaire, 1228 aiguillages ont été échangés, 700 passages à niveau ont été modernisés, 315 quais ont été reconstruits
- Le 4 mars le président a signé la modernisation de la loi sur le transport ferroviaire, introduisant le programme « Kolej + » (Chemins de Fer +). Jusqu'en 2028, 6,6 Md PLN (1,53 Md€) seront consacrés pour la réalisation de ce programme qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion (l'enclavement des territoires), la construction et la reconstruction du réseau ferré dans des communes plus petites.
- PKP Polskie Linie Kolejowe et le consortium des sociétés Strabag et Strabag Rail ont signé le contrat d'une valeur de plus de 1 Md PLN brut (232 M€) pour la modernisation de deux tronçons de la double voie E59 de Poznań à Szczecin. Les travaux incluront la modernisation de 51 km de la voie et de caténaire, la construction de 71 aiguillages, la reconstruction de cinq gares et de 16 passages à niveau et la construction de 15 ponts.
- Selon le Ministère de l'Economie Maritime et du Transport Fluvial, pour profiter du potentiel du transport fluvial polonais, cinq nouveaux barrages sur la Vistule et 27 barrages sur Odra devraient être construits à l'horizon 2049. Selon les calculs du ministère, la construction de 5 barrages sur la Vistule permettrait de construire des centrales hydroélectriques d'une puissance d'environ 360 MW ; la construction de 27 barrages sur l'Oder permettrait de construire des centrales hydroélectriques d'une puissance d'environ 104 MW. Les coûts d'investissement sont estimés à plus de 30 Md PLN (6,97 Md€).

Bâtiment/Logement

- Pour la septième année consécutive, les prix des appartements augmentent. Le graphique à droite présente les prix des appartements en milliers de PLN par m^2 dans les plus grandes villes polonaises :



Sources : Gazeta Wyborcza, Domiporta

- En 2020, le coût de la construction d'une maison d'une surface de 100 m2 s'élèvera en moyenne à 252 800 PLN (58 000 €) soit 9,3 % de plus que l'année précédente.

Transport

- Les modèles du premier véhicule électrique polonais seront conçus par le bureau Torino Design qui a déjà réalisé environ 300 modèles d'automobiles pour BMW, Ferrari, Suzuki et Scania. Pour rappel, le projet de première voiture électrique polonaise est géré par la société ElectroMobility Poland (EMP), constituée par les plus grands groupes énergétiques polonais, PGE, Energa, Enea et Tauron en octobre 2016. Le projet prévoit la production des voitures avec un maximum de pièces produites localement. Le prototype de la voiture qui devait voir le jour en 2018 n'est toujours pas prêt. Selon les dernières déclarations de Piotr Zaremba, président d'EMP, les premiers projets du véhicule ainsi que le logo et le nom de la marque devraient être présentés à la mi-2020.

Ferroviaire

- Le vice-ministre des infrastructures Andrzej Bittel a informé qu'en 2020 PKP Intercity (opérateur ferroviaire de passagers entre les régions) investirait 995 M PLN (231 M€) dans l'achat et la modernisation du matériel roulant.
- PKN Orlen et PESA Bydgoszcz (fabriquant polonais du matériel roulant) ont signé une lettre d'intention relative au développement du transport ferroviaire à hydrogène. Une locomotive-démonstrateur devrait être opérationnelle en 2021.Le représentant de PKN Orlen a informé que la société envisageait de signer des accords de coopération sur l'hydrogène avec des villes.
- La société LOTOS Kolej (opérateur de fret appartenant au Groupe LOTOS) envisage de commencer à effectuer le transport par ses propres rames comme c'est déjà le cas en Pologne et en Allemagne.

Aérien

- Le 20 février l'Autorité allemande de la concurrence (*Bundeskartellamt*) a autorisé l'acquisition de la compagnie Condor par le Groupe Aérien Polonais (*PGL*). Pour rappel, au début de l'année *Polska Grupa Lotnicza S.A. PGL S.A. – Groupe Aérien Polonais* appartenant à l'état (et propriétaire de la compagnie aérienne polonaise LOT) a annoncé l'achat de son rival allemand Condor, qui appartenait auparavant au tour opérateur disparu Thomas Cook. Condor transporte 20 M de passagers et exploite 22 Airbus A320 et 30 Boeing 757s et 767s. Le contrat dont la valeur n'est pas pour l'instant communiquée serait finalisé en avril 2020. L'achat sera financé par les institutions publiques : les Banques Pekao SA et PKP BP ainsi que par PZU (compagnie d'assurances polonaise) ; les garanties seront financées par la BGK (Banque Nationale du Développement).

Urbain

- Deux entreprises ont soumissionné à l'appel d'offres pour la fourniture des 50 bus électriques pour la ville de Cracovie : Solaris (Espagne), avec une offre à 165, 435 M PLN (38, 47M€) et EvoBus (Allemagne), avec une offre à 176 499 157 PLN (41 M€). L'investissement sera cofinancé par les fonds européens.
- Une seule entreprise – NEWAG (Pologne) – a déposé son offre dans l'appel d'offres pour la fourniture des 21 rames pour SKM (l'opérateur des trains rapides de Varsovie). L'offre de NEWAG s'élève à 667 928 687 PLN (155,3 M€). Pour rappel, en octobre 2019 SKM Warszawa s'est rétractée du contrat avec PESA pour la livraison des treize nouvelles rames (huit supplémentaires en option) et la modernisation du dépôt à Szczesliwice à cause du retard dans la réalisation du marché dont la valeur s'élève à 310,5 M PLN (72,2 M€). Le contrat qui a bénéficié du cofinancement européen à hauteur de plus de 200 M PLN (46, 5 M€), prévoyait la livraison de dix des treize trains commandés pour la fin de 2019.

HONGRIE

Fonds européens

- Le gouvernement hongrois a transmis à la Commission européenne cinq projets d'infrastructures de transport pour lesquels il espère un financement dans le cadre du programme Connecting Europe Facility. Le gouvernement a ainsi demandé 59 M€ (sur un total de 69 M€) pour la rénovation de la ligne de chemin de fer Kelenföld-Hegyeshalom, et près de 70 M€ (sur 82) pour la rénovation de portions de lignes reliant Budapest à la frontière ukrainienne. 48 M€ (sur 57M€) ont été demandés pour le développement des ports de Györ-Gyönyü, Komarom, Budapest-Ujpest et Budapest-Csepel, tous sur le Danube. Enfin, 3 M€ ont été demandés pour la création d'un nouvel embarcadère au port de Györ-Gyönyü, et 1 M€ pour le développement de logiciels visant à faciliter le stationnement sur les aires autoroutières.

Environnement

- Laszlo Palkovics, Ministre de l'Innovation te de la Technologie, a précisé les points clefs d'un plan national d'action pour la protection de l'environnement qui avait été annoncé par Viktor Orban lors de son discours sur l'état de la Nation le 15 février. Parmi les annonces, la création de bons du Trésor « verts » finançant des projets environnementaux ; un plan d'action contre les décharges illégales ; l'interdiction de la vente des plastiques à usage unique ; un plan de reforestation du pays ; etc.
- Le ministre de l'Agriculture Istvan Nagy a, par ailleurs, précisé les objectifs et modalités du plan de reforestation, l'objectif étant d'atteindre une superficie boisée équivalent à 27% du pays d'ici 2030, soit 25 000km² environ. Pour ce faire, le ministère de l'Agriculture coopérera avec le ministère de l'Innovation et de la Technologie et le ministère de la Défense pour l'identification des zones à reboiser, un grand potentiel existant au sein de sites auparavant sensibles, déclassés depuis la fin de la Guerre froide mais appartenant toujours à l'armée hongroise. Les nouvelles forêts devraient principalement être plantées dans les comitats de Szabolcs-Szatmár-Bereg, Bács-Kiskun et Somogy.
- Une nouvelle centrale de traitement des eaux usées a été inaugurée à Kaposvar, dans l'Ouest du pays. Ayant nécessité un investissement d'environ 20 M€ soutenu par des fonds européens, elle devrait être pleinement opérationnelle en août, et traitera alors quotidiennement 14 000 m³ d'eaux usées provenant de 18 communes, représentant 100 000 personnes et 5 000 entreprises. La nouvelle centrale contient une installation permettant de valoriser le biogaz issu du traitement des eaux usées, d'ores et déjà raccordée au réseau énergétique de la ville.

Electromobilité

- Le groupe sud-coréen Soulbrain a annoncé la construction d'une usine d'électrolyte à Tatabanya, dans le Nord-Ouest du pays. L'investissement devrait s'élever à 20,7 M€, dont 1,5 M de subventions gouvernementales non remboursables, et vise à produire des composants internes aux batteries de véhicules électriques. 50 employés devraient travailler à terme dans cette usine de 4 700 m², la production débutant à la mi-2021. La Hongrie a récemment attiré de nombreux investissements asiatiques dans le domaine des batteries pour voitures électriques, avec notamment deux « gigafactories » de Samsung et DK Innovation, que Soulbrian espère alimenter.
- Vitesco Technologies, fournisseur allemand spécialisé dans le véhicule électrique, a établi un partenariat avec l'Institut pour la Recherche nucléaire (Atomki) de Debrecen. Les deux entités ne développeront pas de produits communs, mais Vitesco soutiendra la mise à niveau des instruments d'Atomki à hauteur de 2 M€, ce dernier le soutenant dans ses mises à niveau technologiques.
- L'État a acheté 249 voitures électriques, qu'il destine aux hôpitaux du pays, pour un coût total d'un peu moins de 10 M€. L'installation de 135 bornes de chargement est en cours, et les hôpitaux devront supporter sur leurs fonds les frais d'entretien – y compris assurance – des véhicules en question. Le gouvernement hongrois souhaite monter à 30% d'ici 2030 la part des véhicules électriques dans les flottes publiques.

Energie

Gaz et électricité

- Selon les données publiées par Mavir, le gestionnaire du réseau électrique hongrois, 27,56% de l'énergie consommée en Hongrie en 2019 a été importée, soit 12,5 TWh sur une consommation totale de 45,7 TWh consommés, contre 31,6% en 2018 (14,3TWh sur 45,4Twh). La consommation d'électricité a stagné, passant de 45,4 TWh en 2018 à 45,7 TWh en 2019 (+0,88%). La production domestique, elle est passée de 31,1 Twh à 33,1 TWh, soit une hausse plus soutenue de 6,4%, diminuant donc la part d'électricité importée.
- La centrale nucléaire de Paks a produit 49% de l'énergie domestique (16,3 TWh, un record), les centrales à charbon – notamment Matrai Erömü – 11,6% et les centrale à gaz 26,6%.
- E.ON Hungaria, filiale du groupe allemande éponyme, a initié une procédure de retrait obligatoire pour le reliquat d'actions qu'elle ne possède pas dans les distributeurs d'électricité Elmü et Emasz. E.ON est devenu actionnaire majoritaire des deux distributeurs après son rachat européen d'Innogy, leur maison mère, le 17 septembre 2019. Elle avait ensuite, en décembre/janvier, émis une offre publique d'achat pour les actions restantes, permettant de monter la part d'E.ON (en direct et via Innogy) à 98,94% d'Elmü et 97,05% d'Emasz. la procédure de retrait obligatoire vise donc à monter sa participation totale à 100%. E.ON offre 34 585 HUF (+/- 102 €) par action d'Elmü, et 31 701 HUF (+/- 93,5 UER) par action d'Emasz, le même prix que pour l'offre publique d'achat.
- MVM, la compagnie d'électricité nationale, teste un réseau électrique nouvelle génération à Zsombo, dans le Sud-Est du pays. Ce réseau inclut des compteurs « intelligents » ainsi que des senseurs vérifiant en continu la tension sur le réseau. Cet essai concerne 180 foyers, dont 15 équipés de panneaux solaires qui y seront directement connectés, ainsi qu'une capacité de stockage permettant de maintenir une tension constante, en lien avec les senseurs.

- La Hongrie et la Slovaquie ont signé un accord sur l'expansion de la capacité de l'interconnecteur de gaz qui les relie, les deux pays voulant la porter à 5,3 Md m^3 dans les deux sens. En service depuis 2015, l'interconnecteur a actuellement une capacité de 4,5 Md m3 dans le sens Slovaquie-Hongrie, et 1,8 Md m^3 en sens inverse. L'augmentation de la capacité dans le sens Hongrie-Slovaquie doit permettre à ce dernier pays de profiter de potentielles livraisons issues du gazoduc TurkStream, duquel la Hongrie espère recevoir du gaz dès 2021. Par ailleurs, l'interconnexion des réseaux autoroutiers des deux pays devrait également être renforcée d'ici 2022 par l'ouverture de deux nouvelles liaisons, à Rajka (au Sud de Bratislava) et Miskolc (Est de la Hongrie).

ENR

- Veolia a modernisé la chaudière n°10 de sa centrale à biomasse Bakonyi Erömü à Ajka, dans l'Ouest de la Hongrie. La rénovation de la centrale a débuté en 2018, et se poursuivra désormais par la modernisation de la chaudière 12, avant d'arriver à une élimination complète des émissions de cendres d'ici à la fin de l'année. La rénovation de la seule chaudière a coûté environ 18 M€ à l'entreprise. Bakonyi Erömü fournit en vapeur l'usine d'aluminium MAL et le réseau de chauffage urbain d'Ajka, tout en produisant 320 MW d'électricité par an.

Energies fossiles

- Le ministère de l'Innovation et de la Technologie a conclu un accord avec les syndicats de la centrale à charbon Matrai Eromu sur l'établissement d'un comité conjoint chargé de penser et préparer le futur du site. Le gouvernement veut maintenir la centrale en activité, après l'avoir rénovée, et assurer que l'objectif d'une économie hongroise neutre en carbone en 2050 ne conduira pas à sa fermeture, mais plutôt à sa conversion en centrale à gaz, biomasse ou valorisation des déchets, alternatives que le ministère tient pour plus viables économiquement.
- Par ailleurs, selon des informations du site Index, MVM ZG Solar, filiale solaire de l'électricien public MVM, qui a racheté la centrale de Matrai Erömü à Lorincs Mészaros, proche de Viktor Orban, a sollicité et obtenu un prêt de 13 Md HUF (40 M€) de la part de la Banque nationale de développement hongroise.
- Masz, l'association professionnelle des raffineurs de pétrole, a publié l'évolution des ventes de ses membres, qui représentent 75% des ventes de carburant dans le pays. La consommation d'essence en station-service a atteint 1,97 Md l en 2019, en hausse de 4,8% par rapport aux 1,88 Md de 2018. La consommation de diesel, elle, a augmenté de 4,3%, passant de 3,45 à 3,6 M l.

Transports

Aérien

- La filiale britannique d'Indigo Partners, fond d'investissement américain, a vendu environ 12,5 M de parts de la compagnie aérienne d'origine hongroise WizzAir, dont il était jusqu'ici premier actionnaire, le tout pour environ 590 M€. Sa part du capital de WizzAir va donc passer de 20,6% à 3,4%, restant ainsi parmi les cinq premiers actionnaires. Cette vente s'explique en partie par la volonté de maintenir un capital en majorité européen, afin de se conformer aux règles européennes qui facilitent les opérations des compagnies aériennes dont la majorité du capital est détenue par des actionnaires issus de l'EEE, ce qui n'était de fait plus le cas de WizzAir depuis le Brexit.

Electromobilité

- Vitesco Technologies, la division électromobilité du groupe Continental, prévoit d'embaucher 350 personnes dans son usine de Debrecen, inaugurée l'an dernier et où travaillent actuellement 100 employés. Vitesco produira des composants pour voiture électrique, et a signé l'an dernier un partenariat stratégique avec l'université de Debrecen, renforçant entre autres les possibilités d'alternance.
- L'entreprise sud-coréenne Lotte Aluminium a annoncé un investissement d'environ 130 M€ pour la construction d'une usine à Tatabánya, dans le Nord-Ouest du pays. L'usine devrait transformer 18 000 t d'aluminium brut en feuilles d'aluminium utilisables dans les batteries de voitures électriques, et qui seront vendues en priorité sur le marché européen. La Corée du Sud a été le premier investisseur direct étranger de Hongrie en 2019, supplantant l'Allemagne qui occupait cette place depuis une quinzaine d'années.

Transport public

- La compagnie publique nationale de bus Volanbusz a passé commande de 29 nouveaux bus Neoplan Tourliner, pour un total de 70 M€. Les bus seront équipés de WiFi, prises électriques, air conditionné et assistance à la conduite, et devraient être mis en service à la fin de l'été. Cette acquisition fait partie d'un programme plus large de modernisation de la flotte de bus, selon lequel Volanbusz devrait moderniser 60% de sa flotte, soit 3 930 bus, d'ici 2020.

Ferroviaire

- Le gouvernement hongrois a annoncé avoir ouvert des discussions avec Rail Cargo Group (RCG), entreprise publique autrichienne de fret ferroviaire, pour acquérir une participation substantielle dans sa filiale Rail Cargo Hungaria (RCH), que RCG avait acheté en 2008 à la faveur d'une privatisation. L'intention du gouvernement Orban, jugeant les activités de RCH d'intérêt national, d'y acquérir une participation est connue depuis longtemps, sans avoir été concrétisée jusqu'ici. Dans le cadre du contrat de vent, RCG avait injecté 130 M€ dans RCH, qui dispose aujourd'hui d'une flotte de fret ferroviaire parmi les plus modernes d'Europe.

Infrastructures

Routier

- Un nouveau tronçon de 30 km de l'autoroute M4 a été inauguré le 7 février. Ces 30 km relient Üllö, au Sud-Est de Budapest, à Alberttisra, plus à l'Est. Cette partie d'autoroute a coûté environ 50 M€ par kilomètre. L'autoroute M4, qui devrait à terme être connectée à l'autoroute roumaine M3 – pas non plus achevée – à auteur d'Oradea, est donc complète sur les 45 km qui séparent Cegléd de la M0, qui fait office de périphérique extérieur de Budapest.

Urbain

- La rénovation des lignes de HEV, équivalent budapestois du RER, a été initiée : le Centre de Développement de Budapest (BFK), qui réunit le gouvernement et la municipalité, a publié les appels d'offre des différents lots concernant la rénovation des lignes H6 et H7, qui desservent les banlieues Sud en rive gauche du Danube, ainsi que l'extension de la ligne H7. Au-delà d'une rénovation des lignes existantes, BFK prévoit une fusion des deux lignes dans le Sud de la capitale, puis la prolongation de la ligne ainsi créée jusqu'à Kalvin tér, station plus centrale où se croisent déjà les lignes de métro M3 et M4. A plus long terme, une étude faisabilité sera commandée pour la construction d'un tunnel sous le Danube, connectant la ligne fusionnée H6-H7 à la ligne H5, qui dessert les banlieues Nord, rive droite. Si ce projet est concrétisé, BFK estime que le nombre d'usagers quotidiens des lignes de HEV sera doublé.

Fluvial

- Le canal Séd-Nador, entre Veszprém et Székesfehérvar, le long de la rivière Séd, va être rénové par Opus Global, le groupe de l'homme d'affaire proche du gouvernement Lorincs Mészaros. Le contrat s'élève à un peu moins d'1 M€. Le canal Séd-Nador permet de délester une partie du trafic de la Séd et d'assurer une meilleure qualité de ses eaux.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Fonds européens

- Le Premier ministre tchèque Andrej Babiš a exprimé son insatisfaction à plusieurs reprises sur la proposition actuelle de budget européen 2021-2027 lors du sommet extraordinaire de l'Union européenne, qui s'est terminé sans accord sur ce point. Il a déclaré que le projet, qui prévoit une réduction de 40 Md€ des fonds destinés au financement de la politique de cohésion, ne lui plaisait pas et qu'il convenait de mettre tous les moyens en œuvre pour la modifier. Les avis sont partagés également sur le pourcentage du produit intérieur brut des 27 Etats membres à consacrer au budget commun de l'UE.

Déchets

- Les représentants des ministères ainsi que ceux des entreprises, des collectivités territoriales ou des organisations à but non lucratif de la République tchèque ont conclu le premier accord intégrant dans les critères des marchés publics une clause relative à l'économie circulaire. Les marchés publics offrent de nombreuses opportunités d'intégrer les principes de l'économie circulaire. Plus de 600 Md CZK y sont dépensés chaque année en République tchèque. Le contenu de l'accord vise à réaliser des projets pilotes dans un délai d'un an, qui comprendront les critères de la qualité circulaire, tels que la réparabilité, le contenu recyclé ou le recyclage des eaux grises. Les projets pilotes aideront les autorités contractantes et autres entités impliquées dans les processus d'investissement public à acquérir une expérience pratique, des compétences et des connaissances dans le domaine des achats circulaires.

Eau

- Selon le ministère de l'agriculture, le déficit de neige cet hiver fait que les réserves d'eau en République tchèque sont dix fois plus faibles que l'an passé. Si, au cours du reste de l'année, les précipitations restent en-deçà de la normale et les températures sont élevées, la sécheresse dans les mois à venir pourrait être encore plus importante qu'en 2015 et 2018. Le ministère table déjà sur une limitation de la

consommation d'eau pour l'industrie et l'agriculture au cours de l'été 2020, même si celle d'eau potable ne devrait pas connaître de restriction.

Energie

- Selon la presse, cinq groupes concourraient pour le rachat des actifs tchèques du groupe Innogy. Parmi ces groupes figureraient les sociétés MND du groupe KKCG de Karel Komárek, Bohemia Energy de Jiří Písařík ou EPH de Daniel Křetínský. La vente des actifs tchèques pourrait atteindre 25 Md CZK. Innogy ne possède pas de centrale en République tchèque ; les activités vendues seront en particulier la fourniture en électricité et en gaz à plus de 1,5 M de clients et le plus grand réseau de stations de remplissage de gaz naturel comprimé en République tchèque.
- Le groupe EPH de Daniel Křetínský prépare l'une des plus importantes émissions obligataires sur le marché tchèque. Le groupe a en effet publié une déclaration d'émission d'obligations à compter du 17 mars 2020. L'échéance des obligations sera de 5 ans, avec un taux d'intérêt de 4,5% par an. Le volume d'émission est fixé à 5 Md CZK, avec la possibilité d'une extension à 7,5 Md CZK.
- Concernant le renouvellement de la centrale nucléaire de Dukovany, le ministre de l'industrie, du commerce et des transports, M. Karel Havlíček, a confirmé que les deux accords qui doivent être signés entre le gouvernement et ČEZ seront publiés comme prévu en mars. Les consultations préalables entre des représentants du gouvernement, de ČEZ et les candidats à la réalisation d'un nouveau réacteur se sont tenues en février. Selon Havlíček, l'objectif du gouvernement est de « prolonger la durée de vie des réacteurs actuels jusqu'à 60 ans, comme c'est habituellement le cas partout dans le monde ». L'objectif est donc que les réacteurs actuels arrêtent de produire de l'électricité entre 2045 et 2047, tandis que la nouvelle unité pourrait commencer à fonctionner vers 2036.
- Lors d'une visite à Berlin début février, M. Karel Havlíček a déclaré que ČEZ envisage de construire une usine de batteries au lithium dans les prochaines années dans le nord de la Bohême. Pour cela, ČEZ a déclaré qu'il est à la recherche de partenaires dans les secteurs de la technologie des batteries et de l'industrie automobile. Pour mémoire, en novembre dernier, ČEZ avait convenu d'un accord conditionnel avec la société minière australienne European Metals Holdings Limited (EMH) concernant un potentiel partenariat stratégique et un investissement significatif dans le cadre d'un projet d'exploitation du lithium à Cínovec. EMH s'est engagée jusqu'au 31 mars 2020 à ne pas mener de négociations avec des sociétés autres que CEZ. Si l'accord est finalisé, CEZ acquerra une participation de 51% dans Geomet, filiale tchèque d'EMH, qui détient les droits miniers, pour un montant de 34,06 M€.

ENR

- Škoda Auto prévoit d'investir des centaines de millions dans des immenses centrales solaires, qui devraient être installées sur les toits des usines de la société à Mladá Boleslav et devraient couvrir 20% de la consommation d'énergie (déjà aujourd'hui, 50% de l'électricité provient des renouvelables). CEZ Esco, filiale de la société publique CEZ, qui sera responsable de la construction de la première des centrales solaires géantes, a déjà réalisé une étude préliminaire et un projet pilote à l'usine de Kosmonosy. Si les travaux sont réalisés, ce sera un projet unique en République tchèque. Il s'agit de la construction d'un système de centrales électriques d'une puissance de 40 MW, le deuxième plus grand système photovoltaïque en République tchèque après celui de CEZ qui a la plus grande capacité avec la centrale de Ralsko d'une puissance de 55,8 MW.
- L'un des plus gros investisseurs quitte le marché solaire tchèque. Le fonds de capital-investissement Green Horizon Renewables, qui investit une partie de l'argent du milliardaire et ancien copropriétaire de l'entreprise Škoda Transportation Tomas Krsk, a vendu six centrales solaires de 21 MW en République tchèque et 4 MW supplémentaires en Slovaquie. Au lieu de cela, le fonds a l'intention d'investir à l'étranger dans l'énergie verte. Jusqu'à présent, il a le plus investi dans l'éolien en Finlande.

Transports et Infrastructures

- Le nouveau ministre des transports, Karel Havlíček, a annoncé la hausse d´environ 20% par rapport à l´année précédente du budget 2020 du Fonds d´Etat des infrastructures de transport SFDI. Ainsi, cette agence de financement, qui décide de la répartition des moyens financiers destinés aux investissements dans ce domaine, disposera d´une enveloppe totale de 107 Md CZK (4,2 Md€). Il s'agit historiquement de l'un des montants les plus élevés destinés au financement des infrastructures de transport.

Ferroviaire

- L´opérateur ferroviaire national, České dráhy, a transporté en 2019 au total 182 M de voyageurs, soit un chiffre record et une hausse de 1,3% par rapport à l´année précédente. La plus grande partie du trafic est concentrée sur les liaisons interurbaines et suburbaines, celles qui permettent quotidiennement les migrations pendulaires. La fréquentation mesurée en passagers-km a augmenté de 5,6% par rapport à 2018. Afin de renforcer ses performances, l´opérateur prévoit de lancer au cours du 1er trimestre 2020 un

AO pour l´acquisition de 65 locomotives (200 km/h) et souhaite se procurer également 180 nouveaux wagons.

- L´un des plus grands acteurs français de l'ingénierie de la grande vitesse ferroviaire, SYSTRA, a formé un consortium avec le groupe suédois Afra et les entreprises tchèques Sagasta et Sudop Brno pour soumissionner au 1er AO concernant le projet de ligne à grande vitesse Prague - Brno, lancé par le gestionnaire des infrastructures ferroviaires SŽDC en janvier 2020. L´objet de l´appel d´offres est de rédiger les documents nécessaires pour l´évaluation de l'impact environnemental (EIA) et pour le permis d´aménagement territorial pour le 1er tronçon pilote entre Prague et Poříčany. Le prix du marché est estimé à 240 M CZK (9,5 M€). La société française Egis Rail se présentera à cet appel d´offres en consortium avec l´un des plus grands cabinets d´ingénierie tchèque Sudop group.
- Après concertation avec le ministre des transports, l´opérateur České dráhy a annulé pour une nouvelle fois l´appel d´offres sur l´équipement en systèmes ERTMS embarqués à bord des trains. La raison de l'annulation est le coût très élevé que le transporteur ne veut pas accepter. En 2019, l´opérateur a lancé au total six appels d´offres pour l´équipement de ses trains en systèmes ETCS dont un seul seulement a été achevé avec succès. Selon le directeur général de České dráhy, Václav Nebeský, la situation sur le marché est très défavorable - en raison de la demande importante, les prix de l'offre auraient augmenté de manière disproportionnée. Pour financer le seul contrat conclu portant sur l´équipement de 131 locomotives électriques, ČD a bénéficié d'une subvention de 40% dans le cadre du programme «Connecting Europe Facility » (CEF).
- Le plus grand opérateur de fret ferroviaire tchèque, ČD Cargo, a obtenu une licence d´exploitation auprès de l´Office ferroviaire allemand EBA lui permettant de faire circuler ses trains en Allemagne sans qu´il ait besoin de la collaboration avec un transporteur local. L´année dernière, l´opérateur s´est vu accorder la licence d´exploitation également en Autriche.
- La région de Plzeň a lancé un grand appel d´offres portant sur l´exploitation des lignes ferroviaires régionales non électrifiées pendant une période de quinze ans à partir de décembre 2022 (fin du contrat avec l´opérateur national České dráhy). Le prix du contrat s´élève à 5 Md CZK (200 M€).

Routier

- Le ministre des transports a annoncé que les travaux de modernisation sur l´autoroute D1 entre Prague et Brno, la plus fréquentée du pays, pourraient se terminer avant la fin 2021. Pour y arriver, les travaux seront lancés simultanément sur les sept derniers tronçons non modernisés et cela sous la surveillance d´une équipe nouvellement créée auprès du ministre des transports. Ce dernier est censé rapporter en continu sur l´avancement de la modernisation au 1er ministre Babiš qui la considère comme l´une des priorités de son mandat. Les travaux de reconstruction sur l´un de ces tronçons (15 km entre Humpolec et Větrný Jeníkov) seront réalisés par Eurovia qui vient de gagner son sixième contrat (2,4 M€) sur l´ensemble des travaux sur la D1.

SLOVAQUIE

Energie

- D'après les données d'Eurostat, la consommation d'énergie primaire a atteint 15,8 Mtep en 2018, en baisse de 1,9 % tandis que la moyenne européenne a connu une baisse moins prononcée (0,7 %). Quant à la consommation d'énergie finale, comme en 2017, elle s'est établie à 11,1 Mtep en stagnation comme dans l'UE 27.

Transports

Transport routier

- La Société nationale des autoroutes a signé le contrat avec le consortium réalisant les travaux de construction de la voie rapide R2 entre la municipalité Krivan et celle de Mytna en Slovaquie centrale. Le consortium qui a remporté ce marché public comprend à côté de Doprastav et Strabag deux filiales du groupe Vinci : Eurovia SK et Eurovia CS. Cette voie rapide de 9 km devrait être opérationnelle en 2024. La voie rapide comporte en outre une estacade de 5km rendant les travaux techniquement plus difficiles. Il s'agit du premier marché public pour lequel d'autres critères que celui du prix ont été pris en considération comme l'impact sur l'environnement, les coûts liés à l'entretien et la gestion ainsi que la qualité de l'équipe. Le consortium qui a d'ailleurs remporté le marché n'a pas été celui qui a proposé le prix le plus bas. Au final, la construction devrait coûter 232 M€ hors TVA. La Société nationale des autoroutes n'a pas respecté l'obligation de laisser l'unité « Value for Money » du ministère des Finances évaluer le projet.
- Les recettes tirées du péage électronique appliqué aux poids lourds en 2019 se sont établies à 220,97 M€, en hausse de 3,5 % par rapport à l'année 2018. Les sociétés enregistrées à l'étranger ont contribué à hauteur de 46,4 % à ces recettes. Il s'agit principalement de transporteurs routiers basés en Pologne (19 % du montant), en Tchéquie (7,6 %) et en Hongrie (5,3 %). La part des véhicules à deux

essieux dont le poids est supérieur à 12 t a été de 80,7 % du total des recettes. 275 557 unités ont été enregistrées dans le système en 2019, dont 73,8 % enregistrées à l'étranger.

Transport ferroviaire

- L'AO relatif à l'exploitation de la ligne Bratislava – Komarno (100 km), première ligne exploitée en gestion déléguée depuis 2012 par une société privée, RegioJet, fait l'objet de nombreuses critiques. L'AO porte sur l'attribution de l'exploitation de cette ligne pour les années 2021-2030, le contrat avec RegioJet arrivant à l'échéance en 2020. Allrail, l'Alliance des nouveaux entrants sur le marché ferroviaire, dénonce cet AO en raison d'une mention d'un type de train bien spécifique dont seule la société publique ZSSK dispose. D'après Allrail, il s'agit donc d'un AO biaisé et faisant l'objet d'une concurrence déloyale puisque, selon Allrail, la société ZSSK a acquis les trains grâce aux fonds européens.
  La société publique ZSSK de son côté conteste le délai trop court pour répondre correctement à cet AO et devrait probablement demander au ministère des Transports d'annuler cet AO.
  Selon l'Institut pour le transport et l'économie, la ligne devient de plus en plus utilisée à cause du développement urbain entre Bratislava et Komarno, mais le ministère des Transports impose une fréquence des trains moins importante. Il s'inquiète en outre du délai restant pour relancer l'AO et choisir la future société qui exploitera cette ligne (en 2012, RegioJet avait eu besoin de 14 mois pour se procurer les trains, pour former les conducteurs et le personnel, pour mettre en place le système de vente etc…à une époque où on observait cinq fois moins de passagers). Enfin, il met en évidence le fait que RegioJet aurait des difficultés à prolonger l'exploitation de la ligne au-delà du contrat, le temps de sélectionner un nouvel exploitant : en effet, RegioJet a loué ses trains Talent et Desiro de Bombardier et de Siemens uniquement pour la période de son contrat avec le ministère des Transports et devrait donc se procurer de nouveaux trains pour étendre toute extension de l'exploitation de la ligne
- La société publique de transport de passagers, ZSSK, a lancé deux appels d'offres pour acquérir 17 nouveaux trains pour un montant de 33 M€ et 35 trains modernisés pour 32,2 M€. Les premiers trains sont attendus pour circuler dès 2021. Les trains sont destinés pour les lignes régionales à l'Est du pays. Les nouveaux trains doivent pouvoir rouler à 160 km/h. Les sociétés intéressées ont jusqu'au 7 avril pour répondre à ces deux AO.
  https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:68436-2020:TEXT:EN:HTML&src=0
  https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:68540-2020:TEXT:EN:HTML&src=0

LETTONIE

Transport

- Le 19 février, lors de la réunion de la commission parlementaire de Développement durable, le secrétaire parlementaire du ministère letton des Transports, Janis Butans, a présenté un programme d'actions en matière de réduction des émissions de carbone dans le secteur des transports. Le ministère des Transports propose trois principales mesures à mettre en place pour baisser les émissions CO2 produites par le transport : améliorer le réseau de transport en commun, favoriser le développement de micro-mobilité et soutenir le passage vers les moyens de transport plus écologiques. En ce qui concerne le transport en commun, le ministère estime que l'accent doit être mis sur le développement du transport ferroviaire, et notamment l'achat de nouveaux trains et le développement des infrastructures Park Ride à proximité de gares ferroviaires. Pour favoriser le recours aux moyens de transport plus écologiques, et notamment l'utilisation d'autobus fonctionnant au gaz naturel comprimé (GNC), le ministère propose de réduire le droit d'accise sur le gaz naturel de 50%. Il faut également continuer à soutenir le développement de mobilité électrique à travers les mesures de soutien déjà mises en œuvre, comme l'exonération des véhicules électriques de la taxe sur la circulation routière, l'utilisation des voies réservées au transport en commun, la possibilité de recharge gratuite eux bornes de recharge du réseau public, ainsi que l'offre de parkings gratuits.

Infrastructures

- Selon les données du bureau national des statistiques (www.csb.gov.lv), en 2019 le volume de construction a progressé de 2,9% par rapport à 2018. Le volume de construction de bâtiments a augmenté de 7,8%, des infrastructures de 1%, tandis que celui des travaux de construction spécialisés, de 0,2%. Dans le segment de construction de bâtiments résidentiels, on note une augmentation de construction de maisons individuelles privées, dans le segment de bâtiments non résidentiels, de bâtiments industriels, commerciaux et hôteliers. En ce qui concerne les infrastructures, le volume de construction a légèrement progressé uniquement dans les secteurs routier et ferroviaire. Le nombre de permis de construire délivrés en 2019 a progressé de 13% par rapport à l'année précédente. Les ¾ de permis de construire concernent les constructions nouvelles.

LITUANIE

Environnement

- Les autorités du port maritime de Klaipėda ont rejeté certaines allégations de pollution au mercure de la lagune de Courlande et affirment que toutes les exigences environnementales ont été respectées. L'entreprise a publié son rapport d'enquête interne, alléguant que ce sont les décisions et les actions d'anciens cadres qui ont conduit au rejet d'eaux usées non traitées biologiquement dans la lagune de Courlande. Toutefois, le mois dernier, les procureurs de Klaipėda ont lancé une enquête préliminaire sur les allégations de pollution à Grigeo Klaipėda, et le ministre de l'environnement K. Mažeika a déclaré que les dommages environnementaux pourraient s'élever à 60 M€.
- Le Premier ministre lituanien S. Skvernelis et le commissaire européen à l'environnement V. Sinkevičius ont discuté de la mise en œuvre de l'accord vert européen à Vilnius début février. L'un des sujets de cette rencontre a concerné la création du Fonds européen pour une transition juste. En Lituanie, les secteurs du transport et de l'agriculture seront particulièrement impactés, étant donné qu'il est prévu d'augmenter la part des sources d'énergie renouvelables et l'efficacité énergétique, d'abandonner les voitures polluantes et d'augmenter les superficies forestières. Selon le vice-ministre de l'Energie, le coût de la transition énergétique prévu dans le Plan d'action national sur l'énergie et le climat (NCES) pour 2021-2030 est déjà estimé à 14 Md€, dont 1/3 des coûts pour le secteur des transports seulement, qui représente près de 40% de la consommation totale d'énergie en Lituanie.
- L'usine d'Utena de fabrication de boissons a été la première usine lituanienne à éliminer les émissions de CO_2 et à obtenir le statut exclusif d'usine neutre en carbone. La production de l'usine dépend uniquement de sources d'énergie renouvelables, avec par exemple l'utilisation d'une centrale solaire de 1 MW sur le toit de l'usine pour la production d'électricité, et n'émet pas de pollution environnementale. Il s'agit de la deuxième entreprise mondiale du groupe Carlsberg International à être devenue neutre en carbone, les sociétés de ce groupe suivant la stratégie *Together Towards Zero* depuis un certain temps. Cette stratégie vise à réduire l'emprunte CO2 du groupe de 30% sur les dix prochaines années. L'usine d'Utena est également active dans les investissements relatifs à la réduction de consommation de plastique et d'eau.
- Greenpeace a reconnu la société lituanienne *Utenos trikotažas,* qui appartient au groupe SBA, comme la première et jusqu'à présent la seule société au monde à se conformer à leurs normes de production de textile.
- Le ministre de l'Environnement K. Mažeika a demandé au directeur du Département de la protection de l'environnement V. Laukis de quitter son poste. Le Président G. Nausėda a notamment critiqué le travail du Département de la protection de l'environnement, soulignant que certains problèmes n'ont pas été résolus depuis longtemps. Dans un contexte de scandales de pollution en série - rejet des eaux usées de l'usine Grigėo Klaipėda directement dans les eaux de la Baltique pendant des années, abattage d'un bison (espèce protégée) lors d'une chasse à laquelle ont participé des hommes d'affaires et politiques influents - le Président a appelé à la création d'un nouveau système de contrôle de l'environnement.

Energie

- La décision de fusionner les ministères lituaniens de l'Economie et de l'Energie a été annoncée par le Premier ministre lituanien. La fusion sera opérationnelle à partir du 1er octobre 2020. Le gouvernement souhaite également fusionner le département du ministère de l'Environnement relatif au « Climat » à cette nouvelle entité, mais cette proposition devrait être examinée seulement après les prochaines élections législatives.

Nucléaire

- Le ministre lituanien de l'Énergie Ž. Vaičiūnas a déclaré qu'un plan commun avec les États baltes était en cours de négociation pour empêcher l'accès au marché à l'électricité produite en Biélorussie, qui pourrait provenir de la centrale nucléaire contestée d'Astravets. Selon le ministère, « vu l'atmosphère, le travail constructif, et l'implication de la Commission européenne », malgré le grand pragmatisme letton dans sa relation avec la Biélorussie, il paraît possible que les parties prenantes établissent un consensus à ce sujet.
- Un mouvement contre la centrale nucléaire biélorusse s'est réuni pour la première fois au mois de février en Lituanie : le mouvement anti-Astravyets, créé par des politiciens lituaniens et diverses personnalités publiques, qui cherchent à bloquer les exportations d'énergie du Belarus vers l'UE et à stopper l'expansion de la centrale. Les membres du mouvement se sont engagés à envoyer une lettre au dirigeant biélorusse et à recueillir des signatures pour rendre une résolution devant le Parlement européen, qu'ils souhaitent présenter à temps pour l'anniversaire de Tchernobyl, le 26 avril. La lettre à Loukachenko affirme notamment que « le mouvement public anti-Astravyets en Lituanie n'est pas anti-Biélorusse ».

Electricité

- Le gouvernement lituanien vient de créer une commission gouvernementale qui assurera la coordination du projet de synchronisation du système électrique lituanien avec le réseau d'Europe continentale d'ici 2025. Cette décision est due à l'importance stratégique de la synchronisation et de la complexité du projet, qui comprend non seulement le développement de l'infrastructure de transmission de l'électricité, qui doit être assuré de manière harmonieuse et rapide, mais aussi la coopération avec d'autres pays.
- Toutefois, la Commission européenne et les deux autres États baltes ont rejeté la proposition du Président G. Nausėda de nommer l'ancien commissaire letton à l'énergie, A. Piebalgs, comme coordinateur de l'UE pour la synchronisation des réseaux électriques baltes avec l'Occident, car ils ne ressentent pas le besoin d'avoir un coordinateur pour le projet.
- Selon D. Virbickas, PDG du gestionnaire public Litgrid, la désynchronisation du réseau électrique lituanien avec la zone synchrone russe BRELL et la synchronisation simultanée avec le système électrique de l'Europe continentale d'ici 2025 est tout à fait possible d'un point de vue technique. La plupart des exigences techniques (opérationnelles, informatiques, etc.) ont déjà été mises en œuvres et la technologie sera en mesure de résoudre les questions relatives à l'adéquation et la stabilité du système électrique, telles que des préoccupations à court terme concernant d'éventuelles pénuries d'électricité sur la période de transition. Etant donné que la majeure partie de l'électricité sera produite à partir de sources renouvelables (et notamment éoliennes), le gaz sera un substitut majeur à utiliser pour diversifier les sources d'énergie et garantir la provision d'électricité, du fait de la difficulté à stocker l'énergie éolienne.
- La consommation finale d'électricité en Lituanie a atteint 11,14 TWh sur l'année 2019, en baisse de 0,3% par rapport à 2018. En parallèle, la Lituanie a produit l'année dernière 13% d'électricité de plus qu'en 2018. Selon le PDG de Litgrid, la croissance de la production du pays dans la consommation totale est principalement due à l'augmentation de 28% de la production nationale d'énergie éolienne.

Gaz, GNL et pétrole

- Comme le Président G. Nausėda l'avait déclaré le mois dernier - et dans le prolongement des propos tenus par le Secrétaire d'Etat M. Pompeo au Président Loukachenko - la Lituanie s'engage à aider Minsk à conserver sa souveraineté en réexportant en Biélorussie du pétrole ayant transité par le port de Klaïpeda. Le leader biélorusse a ainsi appelé à ce qu'un tiers des exportations de pétrole du pays passe par les ports de la Baltique. On notera qu'un premier tanker a livré du pétrole pour la Biélorussie. Deux autres pétroliers destinés à la Biélorussie devraient arriver dans le port lituanien de Klaipėda en mars.
- Les services de renseignements lituaniens ont annoncé que le gaz de la société russe Novatek importé via le terminal de GNL de Klaipėda menaçait l'indépendance énergétique de la Lituanie, notamment car la société était étroitement liée au Kremlin et visait en fait à renforcer la présence russe sur le marché balte. L'Association nationale de l'énergie de Lituanie (NLEA) considère pour sa part que la présence de l'acteur Novatek sur le marché du GNL lituanien ne constitue pas une menace pour le pays balte. Selon eux, les volumes d'importation de gaz transportés par Novatek et qui transitent depuis le FSRU de Klaipėda sont assez faibles (13% en 2019). Le NLEA insiste sur le fait que les consommateurs avaient désormais la possibilité de changer de fournisseurs s'ils le souhaitaient. Le Premier ministre S. Skvernelis a également souligné que l'arrivée de Novatek sur le marché lituanien avait contribué à réduire le prix du gaz. Toutefois, le ministre lituanien de l'Énergie, Ž. Vaičiūnas a déclaré que si le volume de gaz importé de Novatek augmentait, il faudrait veiller à le restreindre légalement.
- Selon la stratégie opérationnelle de l'opérateur du terminal de GNL Klaipėdos Nafta (KN) jusqu'en 2030, approuvée par le Conseil de surveillance, KN prévoit d'investir jusqu'à 140 M€ dans des projets de GNL dans d'autres pays au cours de la prochaine décennie et d'acquérir au moins quatre autres terminaux méthaniers. L'entreprise vise à assurer l'accès de la Lituanie et de la région de la mer Baltique au marché international du GNL et à devenir l'un des trois leaders mondiaux de la technologie des terminaux flottants de GNL. La société a prévu jusqu'à 320-380 M€ d'investissements d'ici 2030 dans le développement des infrastructures, la modernisation et les projets internationaux de GNL. Par ailleurs, en 2019, 65% du gaz naturel fourni à la Lituanie provenait du terminal de GNL KN, le reste de Russie. Selon N. Biknius, PDG d'Ambergrid, le terminal de Klaipėda dispose de suffisamment de capacités pour permettre à la Lituanie d'être auto-suffisante en termes de provision de gaz naturel.
- En Pologne, le nouveau projet de centrale électrique d'Ostrołęka, qui était censée être alimentée au charbon mais sera finalement alimentée au gaz, est une aubaine pour la Lituanie. Le gazoduc GIPL entre la Lituanie et la Pologne qui devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année 2021 permettra en effet de fournir du gaz en provenance du terminal de GNL de Klaipėda à cette nouvelle centrale polonaise.

ENR

- L'opérateur lituanien de réseau mobile Telia Group a émis des obligations vertes hybrides d'une valeur de 500 M€. La maturité des obligations est de 61 ans et 3 mois. Le coupon est de 1,375% et le rendement est de 1,5%. Telia justifie sa décision en vue de réduire son impact sur l'environnement. Le

groupe prévoit d'orienter les fonds levés vers des programmes d'efficacité énergétique, tels que la transformation du réseau en remplaçant le cuivre par de l'optique, ainsi que des solutions numériques vertes pour les clients. L'objectif de l'entreprise est de rendre ses obligations « entièrement durables » pour les investisseurs.

- Le Forum « Energy Tech Summit » a lieu à Vilnius du 21 au 22 avril. 300 participants, startups et leaders des secteurs publics et privés de l'énergie et des transports électriques, ont confirmé leur participation au forum. Certains géants de l'énergie comme Tepco, Enel, British Pretroleum, Shell ou Chevron ont signalé leur présence. Les questions réglementaires seront également abordées lors du Forum. L'un des objectifs de ce nouveau rendez-vous lituanien consiste à créer un cluster lituanien de l'« Energy Tech ».
- Un groupe de travail interministériel a été créé pour développer un projet de parc éolien offshore en mer baltique. Il sera dirigé par le vice-ministre de l'Energie et devrait faire des recommandations sur les étapes du développement du projet d'ici fin mars. Le développement de l'éolien offshore est inclus dans la stratégie énergétique nationale et le plan d'action national sur l'énergie et le climat pour promouvoir la production locale d'électricité renouvelable.
- Idex Baltic, groupe français d'énergie renouvelable, a conclu un accord visant à acquérir l'une des plus grandes sociétés de production et de fourniture de biocarburants en Lituanie, « Pusbroliai ». Selon Thierry Franck de Preaumont, président du groupe Idex, l'accord contribuera au développement des énergies renouvelables en Lituanie. Il souligne notamment que les ambitions de la Lituanie pour les énergies renouvelables dans le secteur du chauffage urbain sont parmi les plus élevées d'Europe. Pour rappel, 90% des actions d'Idex Baltic sont détenues par le groupe français d'énergies renouvelables Idex, le reste - par la société de capitaux lituanienne GECO Investicijos.

Transport

- Les statistiques collectées sur les péages par l'Office fédéral allemand du transport de marchandises (BAG) montrent qu'en 2019, avec une augmentation de + 22,2% du nombre de kilomètres parcourus sur les routes à péages (1,1 milliards de km), les transporteurs lituaniens ont enregistré la croissance la plus rapide sur le marché allemand. Si, vus en tant qu'unité nationale, les transporteurs lituaniens étaient les quatrièmes transporteurs étrangers les plus actifs sur les routes allemandes (derrière les transporteurs polonais, tchèques et roumains), ils sont en revanche les plus dynamiques (en termes de taux croissance, la 1ère place revient aux lituaniens, la 2e place aux lettons et la 3e aux transporteurs locaux).
- L'année 2020 devrait entraîner des changements majeurs pour les transporteurs lituaniens : l'augmentation du taux de salaire des conducteurs à 1,65x le salaire mensuel minimum, l'augmentation des accises sur le carburant, l'attente d'une nouvelle crise et l'introduction du paquet mobilité.
- La Lituanie fait partie des 9 pays d'Europe de l'Est et balte ayant l'intention de contester le paquet mobilité devant la CJCE. Le ministre lituanien des transports J. Narkevič, a affirmé que des travaux préparatoires pour déposer la plainte sont en cours. La Lituanie compte :
  - ✓ protester sur la question du principe européen de libre-circulation des personnes et des services,
  - ✓ contester le principe même de retour obligatoire des camions dans leur pays d'immatriculation toutes les 8 semaines. Selon l'association nationale des transporteurs routiers de Lituanie (LINAVA), cette exigence poussera les entreprises de transport routiers des pays situés en périphérie de l'Europe (et non en Pologne par exemple) à la faillite. Selon le patronat lituanien, le secteur des transports du pays subira d'énormes pertes qui affecteront principalement les petites entreprises (35 000 emplois pourraient être en jeu),
  - ✓ mettre en lumière devant la CJUE le fait que le retour obligatoire des véhicules va à l'encontre de la grande ambition environnementale de l'Europe étant donné que l'obligation de retour du véhicule dans le pays d'établissement entraînera des trajets à vide et des émissions de CO_2 supplémentaires.

  Par ailleurs, on notera que le Commissaire européen lituanien, V. Sinkevičius a indiqué récemment qu'il pensait que « tout n'était pas joué sur le paquet mobilité ». Il voulait croire par exemple qu'aux termes de l'étude menée par la Commission européenne qui vise à évaluer si le paquet nuit au marché intérieur, le paquet mobilité pourrait être modifié.

Ferroviaire

- Le vice-ministre des Transports G. Mažeika a évoqué à Paris avec son homologue français J-B. Djebbari, la mise en œuvre du projet *Rail Baltica* et le maintien du financement prévu dans le cadre du CFP sur la période 2021-2027.
- Selon le ministère lituanien des Transports, à ce stade, la Lituanie a investi 164,4 M€ dans le projet *Rail Baltica*, dont 156,3 M€ au cours de la période 2007-2013 dans le cadre de la construction du tronçon reliant Kaunas à la frontière polonaise et 8,1 M€ au cours de la période 2014-2020. Par ailleurs, les chemins de fer lituaniens estiment de 600 à 700 M€ les coûts supplémentaires nécessaires au renouvèlement de la connexion avec la Pologne, ce qui est beaucoup plus élevé que les prévisions initiales. La stratégie des chemins de fer lituaniens consiste à démontrer que le projet avance en accélérant les travaux de construction, afin d'avoir plus de chances d'obtenir par la suite des fonds européens dans le cadre du MIE (Mécanisme pour l'interconnexion en Europe) pour financer le projet.

- M. Mantas Bartuška, responsable de l'organisation publique des Chemins de fer lituaniens, a été élu pour participer au Comité de gestion de la Communauté Européenne du Rail (CER), la plus grande association ferroviaire d'Europe. Bien que les Chemins de fer lituaniens soient membres de cette organisation depuis 2003, c'est la première fois qu'un représentant de la Lituanie participe au comité de direction de l'association (qui regroupe 73 compagnies ferroviaires européennes). Il s'agit donc d'une reconnaissance importante tant pour les Chemins de fer lituaniens que pour le pays.

ESTONIE

Environnement

- Le département en charge des entreprises à la municipalité de Tallinn a annoncé l'ouverture d'un appel d'offre concernant la fourniture du service de traitement des déchets dans la partie nord de la ville pour un montant de 3,5 M€. L'entité qui remportera l'offre devra assurer le traitement des déchets municipaux mixtes, biodégradables et encombrants ainsi que des déchets papier et de carton, du 1er novembre de cette année jusqu'à la fin juin 2025. Le revenu net de l'entité sélectionnée devra aussi être d'au moins 300 000 € par année financière pour les deux dernières années, et disposer d'une assurance de responsabilité professionnelle d'au moins 60 000€. Les soumissionnaires doivent également disposer d'au moins 60 000 € pour assurer l'exécution du contrat et doivent avoir exécuté au moins deux contrats de traitement de déchets de 60 000 €, hors TVA, au cours des 36 derniers mois. Les offres peuvent être soumises jusqu'au 30 mars.
- La branche estonienne du détaillant Rimi a commencé à faire payer 5€cts à ses clients pour les sacs en plastique fins, utilisés dans les rayons fruits et légumes, et disponibles gratuitement. L'enjeu pour l'entreprise est de réduire son empreinte écologique et celle de ses clients. Lors d'une phase test l'année dernière, l'utilisation des sacs en plastique fin s'était réduite de moitié. Dans la foulée, Rimi avait augmenté le prix des grands sacs plastiques de cinq à 25€cts. Rimi est sur le point de remplacer les ustensiles de cuisine en plastique à usage unique, les pailles à boire et les boîtes en plastique par des alternatives respectueuses de l'environnement d'ici à la fin 2020. L'entreprise travaille également activement à la réduction des emballages des fruits et légumes. En revanche, les concurrents de Rimi en Estonie n'ont pas prévu une telle action. Dans le prolongement de cette décision, le président de l'Association estonienne des industries de l'économie circulaire, Margit RUUTELMAN, a accueilli favorablement ce choix, soulignant l'intérêt environnemental de la mesure. Il ne considère pas non plus les sacs plastiques biodégradables comme une solution fiable.
- Les points centraux du plan spatial pour l'aire maritime estonienne a été présentée le 17 février 2020. Ce document fixe les grands principes d'usage de cet espace maritime sur le long terme, dans le but d'atteindre une condition satisfaisante de l'environnement marin et de sa préservation. Les nouveaux usages concernent principalement l'aquaculture et la production d'énergie, notamment pour le développement de l'éolien. Ce plan vise à évaluer les effets combinés des activités existantes et des activités encore en cours de planification, l'impact qu'elles auraient pour le milieu marin et l'économie, ainsi que les impacts sociaux et culturels, et les répercussions sur la santé des personnes. Le plan détaillé est accompagné d'un rapport d'évaluation d'impact distinct, qui définit des mesures d'atténuation pour la prévention d'un impact substantiel. Le plan élaboré, ainsi que les impacts sont évalués dans une perspective transfrontalière. Ce plan doit être approuver au printemps 2021 par le gouvernement. Il servira de base pour la prise de décision des ministères et des agences gouvernementales. Pour les entreprises, les investisseurs et les municipalités, il fournira des lignes directrices afin de guider les activités de chaque entité. Les propositions qui visent à introduire des changements dans ce plan seront à déposer avant le 18 mars 2020.
- La commission de l'environnement au Parlement estonien a proposé de mettre à l'ordre du jour de la séance plénière de mars 2020 l'appel collectif intitulé « Une Estonie climatiquement neutre d'ici 2035 », initié par le Fond Estonien pour la Nature, au titre de question d'importance nationale significative. Les mesures réclamées sont notamment un développement des énergies renouvelables, la création de parcs éoliens, la réorganisation de l'approvisionnement en énergie thermique.
- L'Association estonienne du pétrole (Estonian Oil Association), qui représente les principaux détaillants de carburant, a proposé de lier les droits d'accise sur les carburants à leur production de dioxyde de carbone (CO_2). Mart RAAMAT, président de l'association, a proposé que la taxation soit basée sur deux éléments : la taille de l'empreinte écologique d'un carburant spécifique, et la somme d'argent que l'Etat souhaite que l'obligation de taxation rapporte dans ses caisses. La composante climatique devrait être liée spécifiquement à la production de CO_2, dont le plus grand émetteur est le gaz de pétrole liquéfié (GPL), suivi du diesel, de l'essence et du gaz naturel comprimé (GNC). Aucune composante climatique ne serait prélevée sur le biogaz, ou le méthane, en raison de son émission nulle en carbone. L'association a également fourni des chiffres sur la production de CO_2 pour tous les carburants couramment utilisés en Estonie. L'association estime que l'État devrait continuer à avoir la possibilité d'augmenter ou de réduire les droits d'accises sur les carburants pour atteindre des objectifs politiques, tels que l'aide aux zones rurales, la facilitation du transport routier et le financement du budget de l'État. Elle affirme que la combinaison de ces deux éléments permettrait d'obtenir un système fiscal beaucoup

plus compréhensible et transparent que le système actuel, tout en tenant compte des émissions de carbone.
- La commission de l'environnement du Parlement estonien a suggéré la mise en place d'une stratégie pour les forêts estoniennes, eu égard au rôle qu'elles peuvent jouer dans la lutte contre le changement climatique.

Infrastructures

- En raison de l'absence de fonds européens, la ville de Tallinn a décidé de rénover moins de rues en 2020. En effet, une grande partie des travaux des axes majeurs de circulation ont été financés principalement avec le soutien de l'Union européenne (par le fonds de cohésion notamment). Eu égard aux incertitudes des discussions à Bruxelles sur le budget de la nouvelle période 2021 – 2027, aucun projet ne peut être entrepris pour l'instant.
- Le groupe de construction Nordecon AS et l'administration estonienne des routes (Estonian Road Administration) ont entériné plusieurs contrats en février. L'un s'élève à 3,3 M€ pour la reconstruction d'une section routière de 11,8 km entre Rakvere et Rannapungerja, dans le nord-est de l'Estonie, qui inclut notamment un pont. Il s'agit principalement d'améliorer la capacité portante de la route et son état général. Trois autres contrats, d'un montant de 7,7 M€ au total, prévoient la reconstruction de différentes sections, sur quelques kilomètres, sur les routes nationales 69, 2 et 51.
- Mark LOADER, expert senior dans l'industrie ferroviaire internationale, a été nommé directeur de la gestion des programmes (Chief Program Management Officer) et membre du conseil d'administration de RB Rail AS. Il sera chargé de la supervision et de la mise en œuvre des systèmes de gestion de projet, comprenant la gestion du calendrier, des coûts, des risques et des changements. Il disposera d'une équipe de 10 personnes pour la mise en œuvre des projets dans les trois pays.
- RB Rail AS a annoncé début février que les travaux de conception de l'ensemble de la ligne principale pour Rail Baltica ont été attribués en Estonie. En effet, l'association de l'Allemand Obermeyer-Planen + Beraten GmBH et de l'Espagnol PROINTEC SA ont remporté l'appel d'offre pour la section comprise entre Parnu et la frontière avec la Lettonie, pour un montant de 10,8 M€, proposition la plus avantageuse économiquement. Le champ d'application de ce marché comprend les études géotechniques, l'ingénierie de la valeur ainsi que la préparation du plan directeur et de la conception technique détaillée pour la construction de l'infrastructure de la voie ferrée, de la superstructure et des structures civiles connexes. Le délai de remise est de 27 mois.
- Rail Baltica a signé un accord de coopération avec le distributeur de réseau électrique Elering qui permettra à la ligne ferroviaire de coexister avec les infrastructures d'Elering. L'accord fixe en effet les termes et conditions de la reconstruction des intersections de la future ligne ferroviaire avec les lignes à haute tension et pipelines de gaz gérés par Elering, actuellement sur le tracé de Rail Baltica.
- Tonu GRÜNBERG a été nommé au poste de CEO de Rail Baltic Estonia à compter du 1er mars 2020. Doté d'une longue expérience dans le domaine des télécommunications et de l'information, il a été CTO de Telia en Estonie.

Energie

- La société russe EuroChem a ouvert un terminal d'ammoniac à Sillamae, dans le nord-est de l'Estonie, pour un coût de 65 M€. Ce terminal, qui aura la capacité de traiter 1 M t par an, a été conçu pour l'expédition d'ammoniac produit dans une usine de Kingisepp, en Russie, à 25 km de la frontière estonienne. Grâce à cette usine, EuroChem est en mesure de couvrir la totalité de ses besoins en ammoniac. En 2019, l'usine a vendu 240 000 t d'ammoniac à des parties tierces. L'entreprise est présente dans le port de Sillamae depuis 2006.
- Un groupe de soutien, composé de dix parlementaires, à la technologie de l'hydrogène a été créé au sein du Parlement, sous l'impulsion d'Annely AKKERMAN, membre du groupe d'opposition (Parti de la réforme). Celle-ci voit en effet dans l'hydrogène une solution pour la transition écologique à grande échelle dans le pays, mais également un moyen de rendre l'économie estonienne plus durable et une manière d'assurer l'indépendance énergétique.
- En 2019, 4 380 producteurs d'énergie renouvelable ont soumis des demandes d'adhésion au réseau du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité public Elektrilevi, soit trois fois plus qu'en 2018. Outre le nombre de producteurs d'électricité à partir d'énergie renouvelables, celui des consommateurs a également augmenté de manière significative en 2019. Au total, 10 135 demandes d'adhésion au réseau ont été soumises à Elektrilevi, soit 1 100 de plus qu'en 2018.
- La compagnie d'électricité Eesti Energia, propriété de l'Etat, a commencé à licencier ses employés sur le site de production de Narva. Une centaine de personnes devrait recevoir un avis de licenciement d'ici avril 2020. En raison de l'hiver particulièrement doux, la production a chuté et les importations en provenance de Russie ont augmenté, car non soumises à la taxe carbone. La situation dans le comté de Viru-Est pose un problème majeur depuis la hausse des prix des émissions de carbone, notamment en termes de risque de chômage.

- Enefit Green, la filiale d'énergies renouvelables d'Eesti Energia, a atteint un nouveau record dans sa production mensuelle d'électricité en janvier 2020, avec 165 GW. Cette situation s'explique par la douceur de l'hiver qui a notamment permis de faire tourner les éoliennes, auxquelles il faut ajouter les panneaux solaires et les centrales de cogénération.
- Eesti Energia a remporté la vente d'un terrain de 160 h pour un futur parc éolien à Tootsi, dans l'ouest de l'Estonie, auprès de l'entreprise publique de gestion forestière RMK, pour un montant de 51,5 M€.
- Le gouvernement estonien a approuvé les amendements portant sur la loi sur le marché de l'électricité, permettant ainsi d'utiliser en plus grande quantité la biomasse au sein du mix énergétique estonien. Jusqu'à présent, les déchets de bois étaient utilisés pour la production d'électricité à hauteur de 100 GW/h. Avec les nouveaux amendements, la production pourrait atteindre les 500 GW/h. L'idée derrière cet amendement est d'assurer la sécurité énergétique et la sécurité de l'approvisionnement en énergie du pays.
- Le groupe énergétique estonien Utilitas, qui a été surenchéri par Eesti Energia lors de la vente aux enchères de la propriété du parc éolien de Tootsi, prévoit d'importants investissements dans les énergies solaire et éolienne, sans pour autant préciser de chiffres. Au-delà, la société cherche également à développer des solutions de stockage de l'énergie.
- A l'occasion du Conseil de l'Union européenne sur la compétitivité, le ministre des affaires économiques et des infrastructures, Taavi AAS a rappelé les différents enjeux du changement du secteur énergétique pour le pays en matière d'emplois et de sécurité de l'offre d'énergie. Il a également rappelé que l'achèvement de la neutralité carbone nécessitera 17 Md€ d'investissements en Estonie. Pour le ministre, les règles budgétaires doivent être changées, et il faut permettre aux États d'emprunter pour investir dans un futur plus propre. Il a enfin saisi l'opportunité de ce conseil pour souligner que le principe de commercialisation des schistes bitumeux n'a pas été considéré de manière équitable, appelant à un statut spécial de de ce secteur.

Transport

- La compagnie allemande de bus Flixbus, qui s'était enregistrée en décembre dernier en Estonie, annoncé le lancement de ses activités dans le pays à partir de la seconde moitié de 2020, afin de desservir la partie occidentale de l'Europe depuis Tallinn. Le ministre des affaires économiques a en effet approuvé la demande de la branche polonaise de Flixbus afin d'ouvrir les lignes Berlin-Tallinn, Varsovie-Tallinn et Prague-Tallinn. L'arrivée de ce nouvel acteur intervient sur un marché déjà très compétitif.
- Un projet de loi visant à amender le « Traffic Act » estonien prévoit de restreindre l'usage des trottinettes électriques aux trottoirs et aux bandes cyclables. En effet, depuis leur déploiement à l'été 2019, le gouvernement estonien a estimé que des règles plus claires devraient être établies concernant l'usage des trottinettes en libre-service. La nouvelle législation prévoit donc la création d'une nouvelle catégorie de véhicules, dits « utilitaires légers », consistant en un unique conducteur, propulsé à une puissance de 1 KW, avec une vitesse de 25 km/h maximum. Le projet de loi prévoit également une obligation pour les véhicules d'être équipés d'un système de freinage, d'un signal d'alerte, ainsi que des réflecteurs ou lumières.
- La société estonienne de location de voitures électriques Elektritransport OÜ, également développeur d'un réseau de recharge a introduit début février 2020 sa nouvelle marque : Eleport. L'objectif de l'adoption de cette nouvelle marque est d'intégrer le réseau de recharge des véhicules électriques de l'Estonie aux infrastructures paneuropéennes. L'enjeu consiste pour les clients d'Eleport de pouvoir charger leurs véhicules partout en Europe. Eleport vise la mise en place de 160 points de charge, répartis entre les villes de Tallinn, Tartu, Parnu et Kuressaare, ainsi qu'au sein des hubs de transport dans le pays.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @FranceEcoPoland
Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.
Clause de non-responsabilité
Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.